



Paris le 27 novembre 2017

Monsieur le président,

Le directeur général a décidé de réformer la DGFIP. Après avoir interrompu le dialogue social et le droit à la défense des agents, il s'attaque maintenant aux règles de mutations.

Dans un contexte continu de suppression d'emplois et de remise en cause de nos missions, avec des traitements qui n'évoluent pas et des carrières de plus en plus bloquées, le directeur général entend faire des agents, des chaises déplaçables au gré des seuls besoins de l'administration.

Le pire a été annoncé lors du GT mutations du 19 octobre, où il nous a été imposé de remettre en cause l'intégralité des règles, faisant ainsi des collègues des unités malléables et corvéables à merci.

Le directeur général, qui dit être à l'écoute des personnels, doit aller vers une amélioration du système de mutations et non pas vers ce qu'il propose, à savoir l'affectation des agents laissée au bon vouloir des directeurs locaux.

De plus, les organisations syndicales ont demandé qu'aucune préparation de CAP ne soit inférieure à une journée. En effet, le travail en CAPN nécessite un réel travail collectif entre les élus et les agents défendus et ce travail prend du temps. Force est de constater qu'aucune réponse n'a été apportée à ce jour.

Ainsi, dans l'attente de la réouverture d'un véritable dialogue social, les élus de Solitaires Finances Publiques, de la CGT Finances Publiques et CFDT Finances Publiques ne siégeront pas à la première convocation de la CAPN de révision de l'évaluation des AAP2.